



Colectif Révolution Permanente

Pour : COICOR, FT-VP, LCT, MaS

Date : 2 mars 2017

Objet : Plateforme internationale

Camarades de la FT-VP, de la LCT et du MaS,

La décision de vos porte-paroles est de refuser d'écrire ou d'examiner des projets de déclarations communes sur les événements d'importance mondiale avant d'avoir abouti à des « accords politiques généraux solides ».

Vous avez examiné le projet de plateforme internationale de septembre 2015 soumis par le bureau international du Collectif révolution permanente à toutes les organisations communistes internationalistes du monde (version I en espagnol, en français, partiellement en russe). Une deuxième version a été établie à partir d'une contribution du camarade João Neto de la TML/Brésil et des amendements de toutes les cellules et de la 3^e conférence du GMI/France (version II en anglais, en espagnol, en français). Le bureau vous a envoyé le 15 septembre les amendements qu'il a rédigés en août 2016 suite à la contribution du camarade Sergio Bravo de RP/Pérou (version III en français).

Nous avons reçu votre contribution sous forme de trois lettres en espagnol :

- un du 14 septembre 2016 signée par la LCT/Argentine, approuvée ultérieurement par le MaS/Russie et la FT-VP/Brésil ;
- un du 16 septembre signé par Marcelo Ríos ;
- un autre du 25 novembre signé par la LCT au nom du COICOR.

Le bureau du Collectif veut avancer dans la voie du regroupement international des communistes internationalistes. Vous trouverez, ci-dessous, une réponse en français aux trois lettres. Parallèlement, nous avons modifié le projet pour tenir compte de vos remarques (nous vous joignons une version IV en français : tous ces amendements nouveaux sont en vert ; ceux en jaune font suite à la contribution du camarade Sergio Bravo).

Pour diminuer le risque de malentendus qui découle de langues différentes, nous espérons que le camarade Sergio Bravo pourra traduire les amendements et cette lettre [il n'a pas donné signe de vie et le bureau a procédé tardivement sans lui, juillet 2017].

I / Qu'est-ce qu'un programme international ?

La contribution Ríos-LCT-COICOR multiplie les préalables dont certains sont dérisoires, comme le refus de voter pour Podemos dans l'État espagnol ou l'exigence d'appeler « enclave » l'État israélien.

Ce n'est pas parce que nous avons un quelconque accord partiel que nous faisons des déclarations communes avec tel groupes ou tel courant. Nous ne faisons cela que sur la base d'accords politiques généraux solides. Par exemple, sur la Palestine ; sur le soutien électoral à la social-démocratie (Syriza, Podemos, etc.)... (COICOR, Courrier du 14 septembre 2016, conclusion)

- a. Le projet de plateforme internationale de septembre 2015 est un programme *international* pour un parti *mondial*. Or, certaines des critiques faites au projet ne concernent pas les grands événements mondiaux ni les tâches stratégiques internationales.

Pour rejoindre la Gauche internationale, il n'est nul besoin d'un faux « monolithisme » dans l'esprit de la bureaucratie stalinienne. Ce qu'il faut, c'est une solidarité authentique sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire internationale qui ont passé le test de ces dernières années. Des désaccords tactiques partiels sont absolument inévitables et ne peuvent constituer un obstacle pour un travail en commun étroit dans le cadre d'une organisation internationale. (Lev Trotsky, « Lettre ouverte au Groupe Prometeo », avril 1930, *Writings 1930*, Pathfinder, 1975, p. 192)

- b. Certains domaines importants du marxisme ne font pas partie du programme politique.
- Tous nos maîtres se fondaient sur la dialectique. Pourtant, aucun document *programmatique* communiste ne parle de la dialectique.
 - Tous nos maîtres se basaient sur le matérialisme historique. Pourtant, *aucun programme* n'exige un accord sur le matérialisme historique lui-même.
 - Tous nos maîtres étaient résolument et ouvertement athées. Pourtant, l'athéisme ne figure dans *aucun programme* du mouvement ouvrier révolutionnaire. L'irréligion n'est pas une condition pour qu'une travailleuse ou un travailleur rejoigne l'organisation communiste. Lénine envisage, pour illustrer cette question, le cas peu (pour lui improbable) de l'adhésion d'un prêtre.

Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement... (Vladimir Lénine, « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », 13 mai 1909, *Œuvres*, Progrès, 1967, t. 15, p. 439)

- c. Le camarade Ríos ne sait pas distinguer la *théorie* économique et le *programme* politique (voir les chapitres II & III de notre réponse). Pourtant, Marx avait souligné la différence entre la recherche scientifique et le programme d'un parti ouvrier.

Le programme du parti doit demeurer libre de toute référence explicite vis-à-vis d'un auteur ou d'un livre particulier. (Karl Marx, « Lettre à Henry Hyndman », 2 juillet 1881, *Collected Works*, Lawrence & Wishart, 1987, t. 46, p. 103)

- d. Les responsables de la LCT, du MaS et de FT-VP confondent le programme *international* et les *tactiques nationales* secondaires : voir chapitre XI.
- e. Le camarade Ríos se contente trop souvent de schémas simplistes et de slogans « radicaux » (refus du vote pour les partis réformistes, maintien d'une situation « révolutionnaire » après la victoire de la contre-révolution, crise économique définitive, paupérisation absolue...) qui évoquent la « troisième période d'erreurs » de l'IC stalinisée (1928-1934).

L'importance pratique immense d'une orientation théorique juste se manifeste de la façon la plus frappante au cours des périodes de conflit social aigu, de tournants politiques rapides, de changements brusques dans la situation... En un mot, si, dans une époque de développement pacifique et ordonné - avant la guerre -, on pouvait encore vivre sur le revenu de quelques abstractions toutes faites, à notre époque chaque événement nouveau nous enfonce dans la tête la loi la plus importante de la dialectique : la vérité est toujours concrète. (Lev Trotsky, « Bonapartisme et fascisme », 15 juillet 1934, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015, p. 436)

Cela conduit la « polémique » à ne pas tenir compte des délais (quant à la prochaine guerre mondiale) et des sauts qualitatifs (comme le passage d'une situation révolutionnaire à une situation contre-révolutionnaire en Syrie) : voir chapitres IV et VII.

- f. Le camarade Ríos et le Comité d'organisation ressuscitent la théorie moréniste de l'enclave sur Israël, ont une ligne opportuniste sur la Syrie, une ligne gauchiste sur les élections. Ils manifestent une grande confusion sur l'Internationale à construire : voir chapitres VII, VIII, XI.
- g. Les documents de fondation de la LCT et du COICOR oublient la question de *l'armement* qui est stratégique, programmatique : voir chapitres VII & X.

II / La baisse du taux de profit ne s'oppose pas à la surproduction (point 1)

La lettre du 14 septembre signée par le camarade Ríos reproche au projet de plateforme internationale de rappeler que les crises économiques récurrentes du capitalisme *apparaissent* sous *la forme* de crise de surproduction. Il *oppose* la loi de baisse tendancielle du taux de profit à la surproduction.

Selon votre projet de plateforme, la crise résulte de la surproduction alors que notre Déclaration parle de la baisse tendancielle du taux de profit. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

Quand le camarade lit « surproduction », il en déduit que le projet sous-entend « sous-consommation ». Le camarade affirme, de manière absurde, que si les *interruptions* de la reproduction élargie du capital étaient dues à la surproduction, il y aurait désinflation *permanente*. Le projet écrit : au *moment* de la crise capitaliste, il survient une surproduction ; le camarade comprend tout autre chose : la surproduction est *continue*.

Évoquer la surproduction sous-entend qu'à un moment donné (depuis l'origine du capitalisme, dit le projet de plateforme, il y aurait surproduction. Cela signifierait une déflation permanente or il n'en fut jamais ainsi), le capitalisme a commencé à produire plus que la capacité de consommation ou que les consommateurs ont commencé à moins consommer (sous-consommation). (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

Avec la même méthode mécanique, la lettre interprète la loi de baisse *tendancielle* du taux de profit comme *l'impossibilité de toute hausse* du profit, donc il tend à concevoir la crise économique comme *permanente*.

De même, pour lui, la paupérisation *absolue* du prolétariat semble *irréversible*.

Parvenu à ce stade le projet semble dire que le capitalisme se survivrait au travers d'une succession de crise dont il sortirait toujours grâce à une reprise économique qui ne laisserait pas de traces sociales négatives, où il n'y aurait pas déjà une forte tendance à la barbarie, à la paupérisation absolue et croissante du prolétariat. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

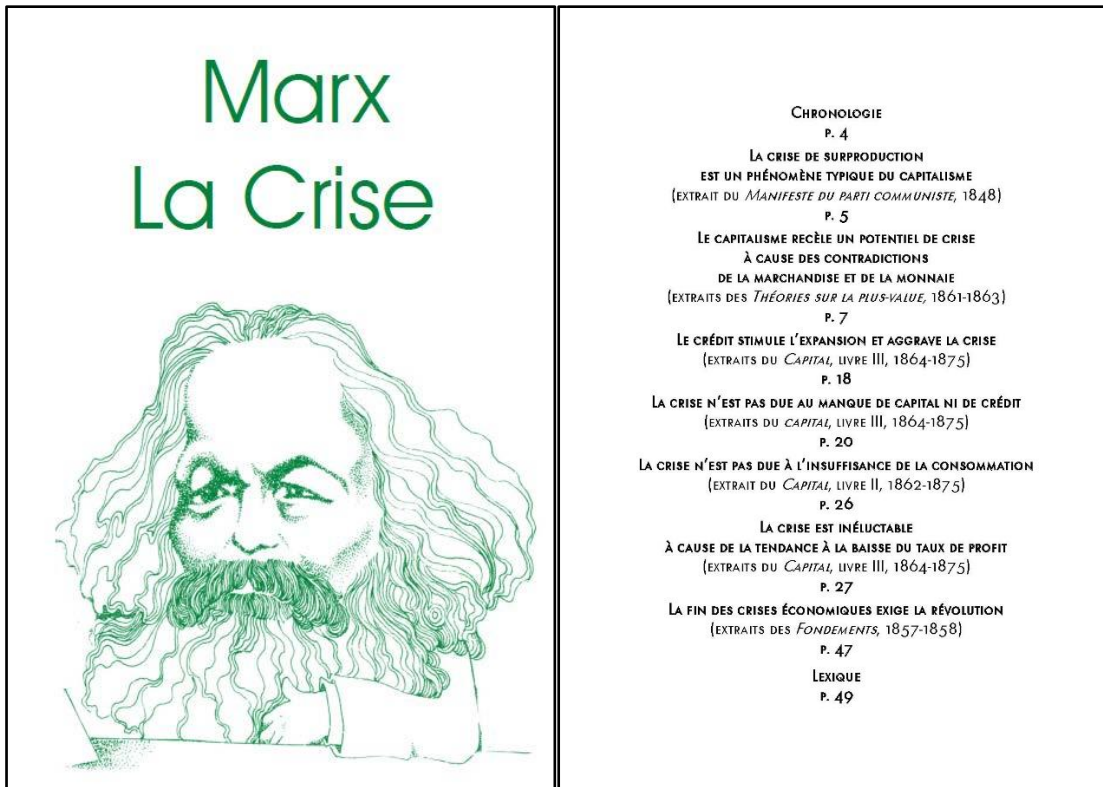
- a. Le projet de plateforme est conforme au fil rouge du communisme. Le manifeste de 1847 rédigé par Engels et Marx, le programme de 1903 rédigé par Lénine et Plekhanov parlent de surproduction.

Par contre, *aucun* document programmatique du mouvement ouvrier révolutionnaire ne parle de la loi de baisse tendancielle du taux de profit : manifeste de la LdC de 1847, statuts de la SUCR de 1850, manifeste et statuts de l'AIT de 1864, programme du Havre du PO de 1880, programme d'Erfurt du SPD de 1891, programme du POSDR de 1903, plateforme et manifeste de 1919 de l'IC, programme de 1938 de la QI, manifeste de 1940 de la QI...

- b. Marx parle souvent de surproduction (*Grundrisse*, chapitre du capital, 4, 5, 6, 7 ; *Le Capital*, livre II, ch. 4 ; *Le Capital*, livre III, ch. 15). Il est faux d'opposer la surproduction épisodique à la loi de baisse tendancielle du taux de profit. En effet, lors de la crise, la baisse de la rentabilité (la suraccumulation = la surproduction de capital au regard de la plus-value sociale) se manifeste sous la forme de problèmes financiers (surproduction de capital argent), d'un arrêt de fonctionnement d'une partie du capital productif (surproduction de capital constant) et d'une mévente d'une partie des produits qui ne réalisent pas leur valeur (surproduction de marchandises).

Les stupidités sur l'impossibilité de la surproduction : en d'autres termes, prétendre que le procès de production et de valorisation du capital sont immédiatement identiques, ont été formulées par Mill et Say... (Karl Marx, Grundrisse, 1857-1858, Éditions sociales, t. 1, p. 363)

Surproduction de capital, non de marchandise - quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises - signifie donc suraccumulation de capital. (Karl Marx, Le Capital, livre III, 1864-1875, Éditions sociales, t. 1, p. 264)



Brochure publiée par le GMI, mai 2015

III / Les cycles économiques dureront autant que le capitalisme (point 1)

- a. Le taux de profit joue un rôle dans le projet de plateforme internationale (thèses 2, 7). Ce n'est pas surprenant : tout le bureau du Collectif s'appuie sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et sur l'analyse marxiste des crises économiques.
- b. Marx aborde la question de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit dans des manuscrits inachevés (1864-1875) édités par Engels sous le nom de livre III du *Capital*. Dans son plan de travail scientifique, cette loi vient donc après :
 - l'exposé de la nature contradictoire de la marchandise, de la monnaie, du capital, de l'exploitation capitaliste et de la plus-value, de la création d'un travailleur collectif par la soumission réelle du travail au capital, les modalités de l'augmentation de l'exploitation (plus-value absolue, plus-value relative), du salaire, de l'accumulation (simple, élargie), de la surpopulation relative (chômage), de l'accumulation primitive (*Le Capital*, livre I) ;
 - la soumission du travail au capital (formelle, réelle), le produit comme capital (chapitre 6 inédit du livre I du *Capital*) ;
 - la circulation du capital, la prise en compte de la rotation du capital, de la reproduction simple du capital, la reproduction élargie du capital, les conditions de la reproduction (*Le Capital*, livre II)
 - le rapport entre plus-value et profit, la composition technique du capital, la composition en valeur du capital, la composition organique, la péréquation du taux de profit, le prix de production, le prix de marché (livre III).

Elle est suivie :

- des causes qui contrecarrent la loi (des facteurs de hausse du taux de profit), des crises de surproduction cycliques, de la différenciation du capital, du rôle du crédit, de la rente foncière (différentielle, absolue), des revenus au sein du mode de production capitaliste (livre III)
- des théories du travail productif et improductif, de la critique de tous les économistes antérieurs et contemporains (*Théories sur la plus-value*).

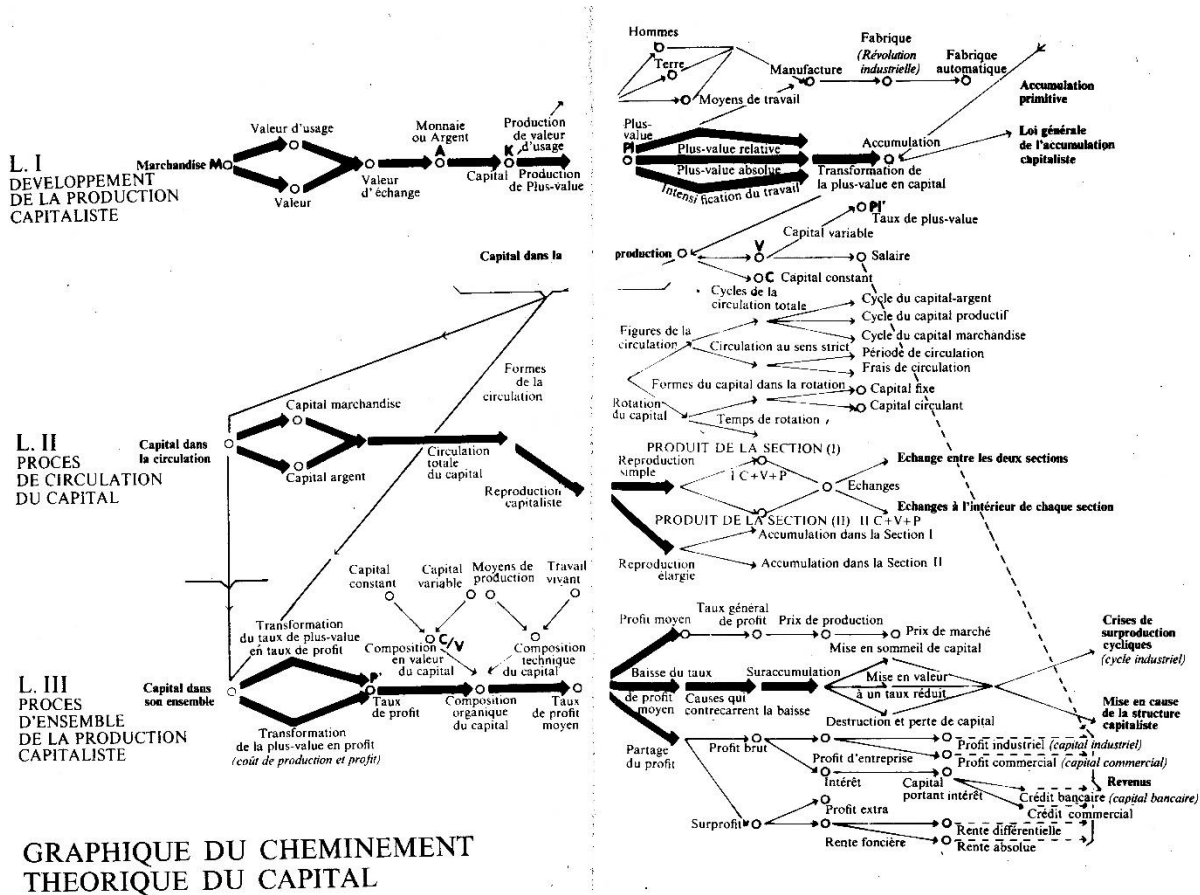


Schéma de Paul Boccard, 1975

S'il faut établir « *le métabolisme du capital* » dans un programme, pourquoi presque tous ces préalables (et la méthode dialectique qui a permis ces découvertes) sont-ils absents de la déclaration de fondation de la LCT de 2009 et de celle du COICOR de 2016 ?

- c. Le travail *scientifique* de Marx des années 1850-1870 établit que, dans le mode de production capitaliste, il n'y a pas contrairement à ce que Marx pensait encore au temps du *Manifeste*, de loi de paupérisation *absolue* du prolétariat (voir Ernest Mandel, *La Formation de la pensée économique de Marx*, 1967, ch. 9 ; Kenneth Lapidès, *Marx's Wage Theory*, 1998, ch. 15). Il n'y a pas non plus de *blocage* des forces productives, ni de crise économique *finale* du capitalisme.

À mesure que l'accumulation du capital diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir la disproportion entre capital et force de travail exploitable. Le mécanisme du processus de production capitaliste élimine donc de lui-même les obstacles qu'il crée. (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de l'édition allemande de 1890, Éditions sociales, 1983, t. 1, p. 694)

Périodiquement, le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre rompu. (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, 1864-1875, Éditions sociales, t. 1, p. 262)

- d. Chaque période d'accumulation, chaque crise mondiale est particulière. Engels et Marx ont examiné les crises économiques de leur temps (1847, 1857, 1866, 1873, 1882). Par exemple, Marx a rédigé trois cahiers sur la crise de 1866 (*Exzerphete* B108, B109, B113) qui ont contribué à enrichir la théorie. La conjoncture politique et économique doit être étudiée avec sérieux, sans se contenter de généralités. Cependant, une telle analyse ne fait pas partie du *programme* lui-même. Nous devons avoir une recherche *libre et ouverte* sur les crises de 1929, 1973, 2008...
- e. La période impérialiste ne met pas fin de l'alternance de périodes de prospérité et de crises.

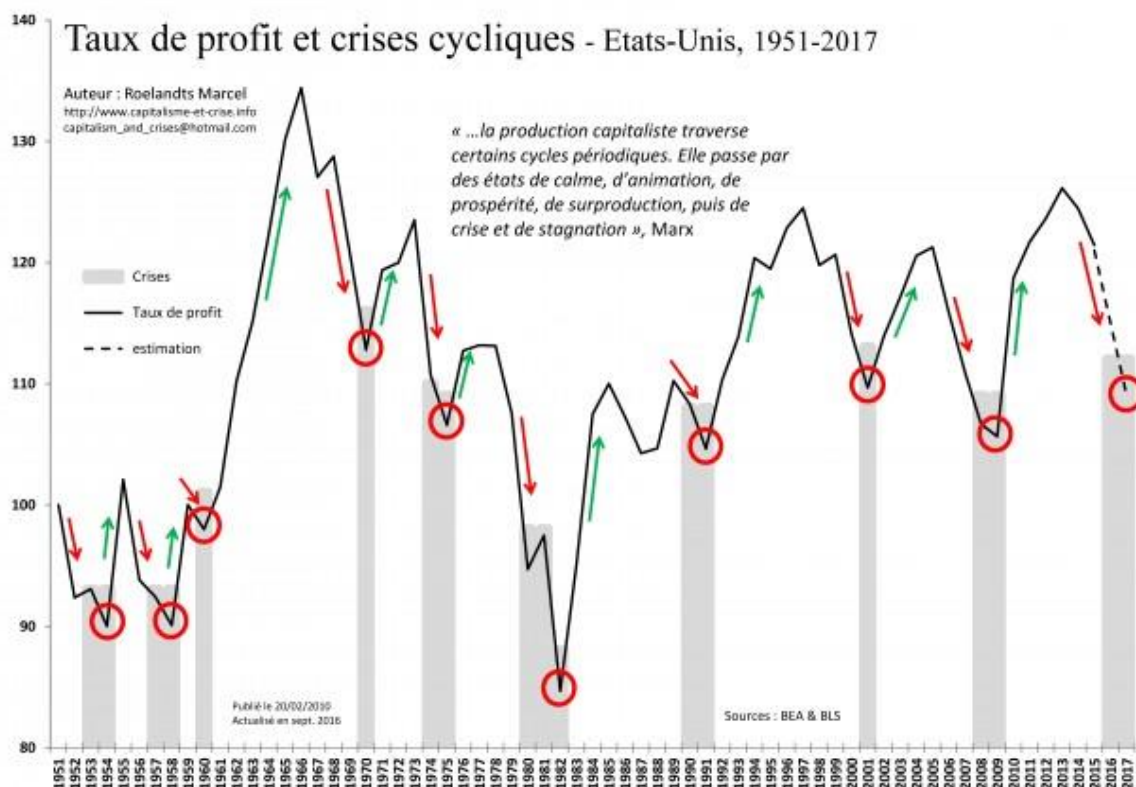
La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque des crises n'était pas révolue : la crise succédait à la prospérité. Les formes, la succession, la physionomie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. (Vladimir Lénine, « Marxisme et révisionnisme », avril 1908, Œuvres, Progrès, 1967, t. 15, p. 31)

Ce serait une erreur de croire que la tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme. (Vladimir Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », avril 1916, Œuvres, Progrès, 1973, t. 22, p. 324)

L'histoire ultérieure a confirmé l'analyse de Lénine : il n'y a eu depuis un siècle une crise économique perpétuelle, mais *des crises distinctes* (dont celles de taille mondiale : 1929, 1974, 2008). Les cycles, la succession de phases d'expansion et de dépression restent inévitables même si leur forme change avec le déclin du mode de production capitaliste.

*Le fait que le capitalisme continue à osciller de manière cyclique après la guerre signifie simplement que le capitalisme n'est pas encore mort, que nous ne sommes pas confrontés à un cadavre. Tant que le capitalisme n'aura pas été renversé par la révolution prolétarienne, il continuera à vivre dans des cycles, alternant les hauts et les bas. Les crises et les booms sont inhérents au capitalisme. Présents dès sa naissance, ils l'accompagneront jusqu'à sa tombe. (Lev Trotsky & Evgeni Varga, « Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste », juin 1921, *The First Five Years of the Communist International*, New Park, 1973, t. 1, p. 252)*

Dans cette façon de poser la question, il y a deux erreurs cardinales : premièrement, on confond la crise conjoncturelle et la crise historique de tout le système capitaliste ; deuxièmement, on admet qu'indépendamment de l'activité consciente des masses, une crise puisse d'elle-même être la dernière crise. (Lev Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », 28 mars 1935, Œuvres, EDI, 1979, t. 5, p. 151)



Graphique de Jacques Gouverneur et Marcel Roelandts, décembre 2016

IV / La guerre mondiale imminente ? (points 1, 9)

Une autre accusation du camarade Ríos est que le Collectif néglige la tendance vers la guerre mondiale.

La tendance croissante vers une guerre mondiale n'est pas non plus indiquée. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

- a. Le déclin du capitalisme engendre une *tendance* à la guerre entre les puissances impérialistes. Mais le rythme et les délais sont importants. Essayons d'analyser concrètement la situation *concrète* mondiale. Le pronostic subjectif d'une guerre *immédiate* de son secrétaire général (Pablo) a fait du tort à la 4^e Internationale.

*La première manifestation nette de la révision pabliste se trouve dans le projet de thèse sur la situation internationale écrit par Pablo et soumis par le SI au 9^e Plenum du CEI (novembre 1950) comme document préparatoire au troisième congrès mondial. Ces thèses, qui partent de la proximité de la troisième guerre mondiale proposent une modification (non encore spécifiée) des tâches de l'Internationale, allant dans le sens d'un abandon de la construction de partis révolutionnaires indépendants comme direction des masses dans la période antérieure à la guerre. (PCI, « La lutte des trotskystes français contre le pablisme liquidateur », octobre 1953, *Bulletin intérieur du Comité international* n° 1)*

- b. Le projet de plateforme internationale indique clairement que les rapports entre impérialismes se dégradent, deviennent plus agressifs. Pour l'instant, les affrontements militaires sont *indirects*, par procuration.

L'Allemagne et la France ont refusé d'envahir une deuxième fois l'Irak en 2003. En 2015, elles ont tout fait pour éviter l'affrontement militaire avec la Russie en Ukraine. La Russie s'efforce de maintenir une zone d'influence en contrant militairement l'OTAN et l'UE en Géorgie, en Moldavie, en Ukraine... La Chine se fait plus agressive en mer de Chine. Pour s'affirmer, la Russie et la Chine tendent à s'appuyer l'une sur l'autre. Elles ont défié les États-Unis et les pays d'Europe occidentale avec succès en Syrie en 2015. La Russie est intervenue directement en Syrie en 2015. Cependant, l'alliance sino-russe est parfois fragilisée par les initiatives unilatérales du partenaire le plus dynamique, la Chine : Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, investissements et projet d'autoroute de la soie au Kazakhstan... (Projet de plateforme, thèse 5)

- c. Les guerres locales ne cessent pas mais la guerre mondiale est encore évitable. La guerre *mondiale* devient de nouveau possible mais elle n'est pas imminente.
 - L'impérialisme américain est en déclin, mais il reste le seul à envergure véritablement mondiale ; son écrasante supériorité militaire diffère encore tout défi frontal à son encontre. Il est probable que la classe ouvrière chinoise va bousculer la dictature du parti unique de la bourgeoisie et donc perturber la marche au militarisme en Chine.
 - Que la guerre mondiale ne soit pas imminente est attesté par la survie de l'ONU, la suppression de la conscription dans plusieurs pays impérialistes, l'accord global de toutes les puissances impérialistes pour un accord avec l'Iran, l'accord global de toutes les puissances impérialistes contre Daech en Irak et en Syrie, etc.
- d. Ce délai peut servir à empêcher la prochaine guerre mondiale qui pourrait être fatale à l'humanité, vu la multiplication des armes nucléaires et biologiques.

L'affaiblissement américain nourrit les appétits de ses rivaux et l'instabilité mondiale, comme en témoignent l'éclatement de l'Ukraine, la guerre ainsi que la course aux armements en Asie de l'Est et les escarmouches en Mer de Chine, sans que les conditions d'une nouvelle guerre mondiale soient, pour l'instant, réunies. Ce délai doit être saisi par le prolétariat mondial pour débarrasser l'humanité du vieux mode de production. (Projet de plateforme, septembre 2015, thèse 10)

Pour cela et pour éradiquer définitivement l'impérialisme, il faut au prolétariat un programme international, une stratégie révolutionnaire claire, un nouveau parti mondial.

V / Les causes du rétablissement du capitalisme (point 6)

La lettre du camarade Ríos du 14 septembre 2016 explique qu'il fallait défendre l'État ouvrier de la RDA et de l'URSS jusqu'au bout, ce qui ne sert plus à grand-chose aujourd'hui. En plus, il commet une erreur en identifiant l'état du mouvement ouvrier des années 1980 avec celui des années 1930.

Il est aussi question dans votre projet de l'inéluctabilité de la restauration capitaliste à l'Est de l'Europe et dans l'ex-URSS, mais depuis quand, et en vertu de quoi la restauration capitaliste, était-elle inéluctable ? Parce que si c'est par suite de l'absence d'une direction révolutionnaire, c'est le cas depuis le milieu ou la fin des années 30, du temps même de Trotsky. Mais, bien qu'il était très difficile de construire le Parti ouvrier révolutionnaire dans ce contexte, cela ne nous empêchait pas d'avoir une politique correcte et de défendre inconditionnellement l'État ouvrier bureaucratique, jusqu'à la dernière tranchée, comme disait Trotsky, dans la lutte pour la révolution politique. Parce que, comme il le souligne dans La Révolution trahie, confrontée à la crise de l'État ouvrier bourgeois (l'EOB) la bureaucratie finira toujours par s'orienter vers la restauration des rapports capitalistes de production. Et c'est cela qu'il faut examiner, voir si ces organisations ont maintenu ou non une politique révolutionnaire d'indépendance de classe face aux différents secteurs de la bureaucratie. Parce que toute politique qui s'aligne sur l'une ou l'autre aile de la bureaucratie est également capitulatrice face à la restauration capitaliste. (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 6)

- a. La restauration du capitalisme ne se borne pas à l'Europe centrale et à l'URSS, elle concerne aussi l'Asie de l'est : Chine, Vietnam, Cambodge...
- b. Camarades de FT-VP, MaS, LCT, connaissez-vous un autre moyen que la révolution prolétarienne (dans les pays capitalistes et dans les États ouvriers) pour sauver les acquis de l'expropriation du capital dans les États ouvriers dégénérés ? Tel est le fil rouge :

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme... Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la 4^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 36, p. 40)

Que dit d'autre le projet de plateforme ? Il ne dit pas que la restauration était fatale *dès leur origine* dans les pays non capitalistes, il dit que la classe ouvrière *seule* avait la capacité de l'empêcher (et non la bureaucratie comme le prétendaient les staliniens, les pablistes et les robertsonistes).

- c. *Aujourd'hui*, la restauration du capitalisme est un fait accompli (sauf à Cuba et en Corée, où elle est préparée par la bureaucratie stalinienne). Il faut donc *l'expliquer*.
- d. La crise de direction des années 1930 s'est aggravée considérablement dans les années 1950. Dans les années 1930-1940, pour que le prolétariat chasse la bureaucratie, rétablisse son pouvoir, sauve l'État ouvrier, construise le socialisme, il y avait plusieurs facteurs favorables :
 - la crise économique et politique du capitalisme qui contrastait avec les gains de la planification,
 - le niveau de conscience de millions de travailleurs et de soldats (qui avaient connu le tsarisme, l'exploitation, la révolution d'Octobre, les interventions étrangères, la guerre civile...),
 - des forces communistes organisées dont le programme était la révolution politique (en URSS : l'ancienne Opposition de gauche ; à l'échelle mondiale : la 4^e Internationale),
 - le prestige de Trotsky (organisateur de l'insurrection d'Octobre, fondateur de l'Armée rouge...).
- e. Le projet de plateforme internationale n'explique pas le rétablissement du capitalisme *seulement* par la question de la direction. La restauration vient de la combinaison de :
 - la pression de la bourgeoisie impérialiste qui rend la bureaucratie pro-capitaliste (*Projet de plateforme*, septembre 2015, thèses 16, 35, 37) ;
 - l'absence de révolution sociale dans les pays les plus avancés en particulier à cause du rôle du stalinisme international (thèses 18, 36, 37) ;
 - l'écrasement violent de tous les débuts de révolution politique par la bureaucratie stalinienne (thèse 35) ;

- L'absence totale de direction, causée par la dégénérescence politique de la 4^e Internationale opérée par sa propre direction révisionniste sous la pression du stalinisme (thèse 40).

VI / Les conséquences de la restauration et le front unique (point 9)

La LCT explique que la situation mondiale est marquée par la restauration du capitalisme en RDA et en URSS (vrai). Elle affirme aussi que ce tournant politique justifie la tactique du front unique ouvrier (faux). De manière malhonnête ou superficielle, elle prétend que *nulle part* dans le projet de plateforme, il n'est mentionné qu'il s'agit d'une défaite aux dimensions historiques (faux).

Dans votre projet de programme vous avez oublié ce qu'auparavant vous caractérisiez correctement quand vous partagiez avec nous cette appréciation que la chute du Mur de Berlin, la disparition de l'URSS et la restauration du capitalisme était un échec historique majeur. Qui ouvrirait de ce fait une étape mondiale de recul et de renversement des rapports de forces au détriment de la classe ouvrière mondiale. Il s'agit de quelque chose d'important parce que si on est conséquent avec cette caractérisation, alors il convient de faire face à la situation avec la tactique politique du Front Unique Ouvrier. Or, dans aucune des deux versions que vous nous avez envoyées, vous ne parlez de cela... C'est pourquoi nous accordons beaucoup d'importance à la question du FUO, et à la discussion sur son application. (COICOR, Lettre du 25 novembre 2016)

- a. Les rédacteurs et les signataires de cette lettre du 25 novembre ont mal lu le projet de plateforme internationale. Celui-ci caractérise explicitement la restauration comme un recul *historique* du prolétariat mondial :

La restauration du capitalisme en Chine et en Russie en 1992, ont constitué des défaites historiques pour les prolétariats concernés, mais aussi pour tout le prolétariat mondial. (Projet de plateforme, septembre 2015, thèse 37)

- b. En outre, le projet détaille les conséquences du rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine :
 - renforcement de l'idéologie dominante (thèse 37),
 - aide à l'accumulation du capital mondial (thèses 7, 37),
 - apparition de nouvelles puissances impérialistes (thèse 9),
 - accentuation des tensions entre puissances impérialistes (thèse 10),
 - perte de marge de manœuvre pour les bourgeoisies des pays dominés (thèse 37),
 - aggravation de la crise de direction du prolétariat mondial (thèses 7, 37, 39),
 - disparition du stalinisme international (thèse 39).
- c. Le front unique ouvrier figure à plusieurs reprises dans le projet de plateforme internationale (thèses 21, 23, 33, 49).
- d. La tactique du front unique ouvrier ne date pas de la restauration du capitalisme à la fin du 20^e siècle. Ce mot d'ordre est inauguré par le VKPD/Allemagne sous la direction de Clara Zetkin et de Paul Levi (janvier 1921). Karl Radek le propose au Comité exécutif de l'Internationale communiste (février 1922). Il est adopté au 4^e congrès de l'IC, avec le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » à la suite d'un rapport de Grigori Zinoviev (novembre 1922).
- e. La possibilité et la nécessité du FUO viennent du fait que la classe ouvrière éprouve un besoin d'unité alors que les sociaux-chauvins ont divisé de manière irréversible le mouvement ouvrier en août 1914.

*La question du front unique se pose par cela même, que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. (Lev Trotsky, « Le front unique et le communisme en France », 2 mars 1922, *The First Five Years of the Communist International*, New Park, 1974, t. 2, p. 94)*

- f. Le front unique est un accord pour la lutte, pas pour les élections. La LCT semble converger avec le CoReP qui avait expliqué dès 2008 au PRS/Argentine (aujourd'hui PCO) :

Le PRS-La Causa Obrera a proposé de constituer un bloc pour les élections : « Dans la période préalable aux élections de 2005 en revanche nous avons proposé un front électoral à ces organisations (PTS-

MAS-PO)... ». *Pourquoi ? Parce qu'un bloc PTS-MAS-PO serait mieux que leur existence séparée ? Si le PTS, le MAS et PO sont « trotskystes », il est légitime qu'ils se rassemblent, mais pas seulement pour les élections, et le PRS devrait participer aussi à cette fusion. Si le PTS, le MAS et PO sont des centristes qui ont abandonné le programme du communisme, pourquoi semer l'illusion chez les travailleuses et les travailleurs que l'unité électorale des centristes est positive ? Le « front unique des révolutionnaires », hérité du SUQI et de la LIT, sème une confusion politique grave parmi les travailleurs parce qu'il estompe la délimitation de l'organisation communiste d'avec le réformisme et le centrisme, en même temps qu'il s'oppose au front unique ouvrier. (CoReP, Lettre au PRS, 30 août 2008)*

VII / Le Comité d'organisation à l'épreuve de la Syrie (point 10)

La LCT a ajouté le 25 novembre 2016 la question de la Syrie à ses divergences. La position du Collectif révolution permanent sur la Syrie serait puriste et sectaire. Elle s'oppose à l'orientation réaliste et concrète du COICOR qui, lui, cherche un appui dans le processus.

Nous avons beaucoup d'accords de principe avec les textes que vous nous avez envoyés sur la Syrie. Cependant, malgré cela, notre position nous semble plus correcte (voir la déclaration du CO-ICOR sur la Syrie) parce qu'elle cherche à avoir un point d'appui dans le processus pour apporter des réponses. Alors que ce que vous projetez est si puriste et sectaire que vous paralyseriez n'importe quel groupe marxiste sur le terrain. Parce qu'en dernière instance, ce qui ressort de votre caractérisation, c'est une orientation qui conduit à se cacher ou à fuir la Syrie. Nous vous le répétons, du point de vue des principes, votre position est correcte, mais son adéquation politique est erronée du fait de son sectarisme. (COICOR, Lettre du 25 novembre 2016)

La lettre ne dit pas quel est le point d'appui et quelles sont les réponses. En fait, le « point d'appui » est, comme pour le SUQI, la TSI, l'UITQI, le CLC, etc. : les « comités de coordination locaux » ; la « réponse » politique est : « gouvernement provisoire ».

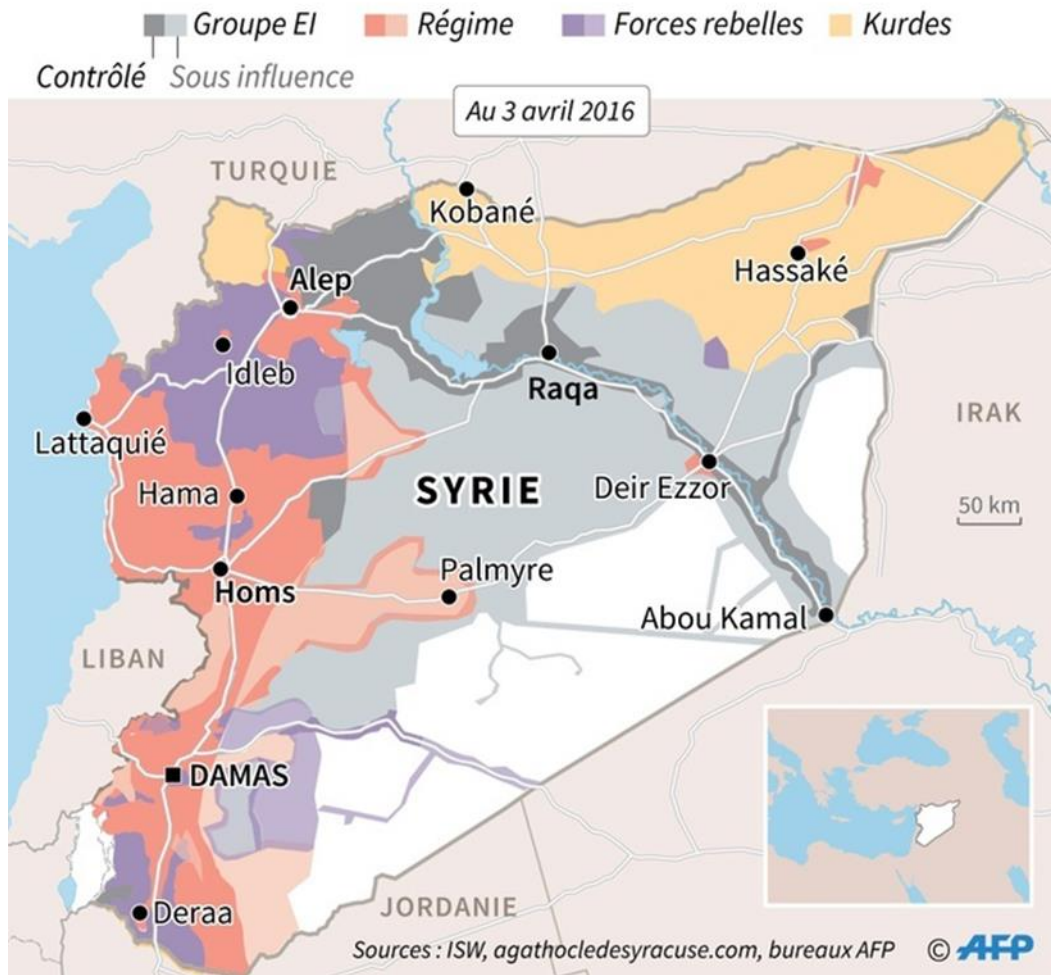
En dehors des zones contrôlées par Assad, l'Armée syrienne libre, Daech, Jabhat al-Nosra et le PYD-Rojava, il existe un sixième secteur : les zones contrôlées par les comités locaux de coordination. Ces organismes, bien que limités, sont indépendants de l'influence des autres secteurs et regroupent des travailleurs, des paysans et des soldats. Pour le développement, l'expansion et l'armement des Comités locaux de coordination pour la lutte pour le pouvoir! Pour un gouvernement provisoire de ces Comités locaux de coordination qui appelle à une Assemblée Constituante dans toute Syrie! (COICOR, ¡¡¡Fuera el imperialismo de Siria!!! ¡¡¡Viva la Revolución!!!, 7 juillet 2016)

- a. La confusion sur la survie de la 4^e Internationale a conduit la LCT à exprimer sa solidarité à la secte tiers-mondiste LOI-CI/Argentine pour avoir envoyé des militants en Syrie rejoindre... les islamistes (31 octobre 2016).
- b. Pourquoi ajouter la Syrie au débat avec le CoReP mais pas le Brexit, l'élection de Trump, l'Irak ? En quoi l'offensive contre Alep du régime syrien avec l'aide de l'impérialisme russe est-elle plus importante que celle du régime irakien avec l'aide des impérialismes américain, britannique et français contre Mossoul ? Parce qu'il y aurait une révolution (*¡¡¡Viva la Revolución!!!*) en cours en Syrie ?
 - Mais il n'y a plus de révolution depuis 2012 en Syrie, comme le Collectif l'a démontré : résolution Irak et Syrie, 24 août 2014 ; résolution Turquie-Irak-Syrie, 11 août 2015 ; lettre au CLC, 19 mars 2016 ; polémique contre le CLC, 2 octobre 2016 ; polémique l'anti-impérialisme des imbéciles, 4 octobre 2016 ; résolution Irak-Syrie, 18 décembre 2016.
 - Le refus de tenir compte du reflux de la révolution européenne a déchiré la Ligue des communistes en 1850. Après les écrasements de la révolution en France et en Autriche en 1848, en Hongrie, en Italie et en Allemagne en 1849, une minorité de la LdC conduite par Willich (majoritaire chez les militants exilés mais minoritaire sur le terrain, en Allemagne) a prétendu, qu'il y avait toujours une révolution en Allemagne à la fin 1850.

À la conception matérialiste, la minorité substitue un idéalisme. Au lieu des conditions réelles, elle considère la volonté comme moteur de la révolution. (Karl Marx, 15 septembre 1850, cité par Henri Lefebvre, Marx, 1947, Bordas, 1985, p. 203)

- c. La LCT annonce qu'elle a de « nombreux accords de principe » (25 novembre) sur les derniers textes du CoReP sur l'Asie de l'Ouest. Quels sont ces accords de principe ? Mystère...
- d. La LCT préfère discuter de *la tactique* alors que le COCIOR n'est pas plus présent en Syrie que le CoReP. En plus, cette tactique est imaginaire et opportuniste.

Guerre en Syrie : un territoire morcelé



- e. La tactique de la LCT et du MaS pour la Syrie est *imaginaire* car elle repose sur un mythe. Il y aurait des organes soviétiques (les comités de coordination locaux) qui contrôlèrent une partie de la Syrie (la LCT ne dit pas où est ce territoire).
 - Il n'y a pas de zones aux mains des comités locaux de coordination. C'est une pitoyable invention. Le territoire de la Syrie, outre les bases militaires russes, est entièrement partagé par une dizaine de forces armées : les troupes du régime, les GR iraniens et le Hezbollah libanais envoyés par le régime islamiste perse, le PYD nationaliste kurde, l'EI-Daech, le Front Al-Nosra, Ahrar al-Cham, l'ASL de plus en plus liée au régime islamiste turc et l'armée turque... (voir les textes détaillés et étayés du CoReP de 2016).

Les théories consolatrices qui contredisent les faits relèvent de la religion et non de la science ; or la religion est l'opium du peuple. (Léon Trotsky, « Critique du programme de l'IC », 28 juin 1928, L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969, t. 1, p. 162)

Ne pas sucrer, mais dire honnêtement ce qui est. La politique du communisme ne peut que gagner à exposer la vérité dans toute sa clarté. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. (Léon Trotsky, « Lettre à La Vérité », 5 août 1929, Le Mouvement communiste en France, Minuit, 1967, p. 340-341)

- Les comités sont sans armes et, selon leurs propres documents, *pacifistes*. L'ABC du marxisme enseigne qu'il faut être armé pour contrôler un territoire contre d'autres forces armées. Une enquête récente d'une ONG américaine confirme l'analyse du bureau du CoReP.

Aucun conseil local ne peut opérer dans une bulle hermétiquement scellée, isolée du contexte de guerre et des groupes armés autour. (Sam Heller, *Keeping the Lights on in Rebel Idlib*, novembre 2016, The Century Foundation, p. 7)

Les acteurs civils doivent s'aligner sur une des factions pour se protéger. (p. 10)

- Les comités locaux auraient peut-être pu devenir en 2011 des soviets. Mais il ne sert pas à grand-chose de spéculer 6 ans après. Depuis 2012, ils n'ont plus qu'une fonction locale et technique.

Ces gouvernements miniatures ont fourni les services de base qui ont maintenu une qualité de vie minimale dans les communautés d'opposition de la province d'Idlib, y compris la remise en route des services publics, l'assainissement, les ventes de pain subventionné et la répartition des secours. (Sam Heller, *Keeping the Lights on in Rebel Idlib*, novembre 2016, The Century Foundation, p. 2)

La ville et les conseils locaux de la ville, ainsi que ses auxiliaires, les «conseils de branche» de village, ont remplacé les services publics et l'administration désertés par le régime d'Assad dans la province d'Idlib et dans les autres régions de Syrie tenues par les rebelles. (p. 5).

En plus d'aider à organiser la distribution des secours, les conseils fournissent également, par intermittence, des services municipaux, qui vont de la réouverture des boulangeries au nettoyage des rues, en passant par le ramassage des ordures, la réparations du réseau d'eau, et l'entretien des routes. (p. 6)

- La résolution du 7 juillet invente des « comités de travailleurs, de paysans et de soldats » qui n'existent que dans l'imagination des dirigeants de la LCT et du MaS. Les comités locaux ne sont pas des soviets d'ouvriers, de paysans pauvres et de conscrits. Dans la réalité, ils sont composés de petits-bourgeois dans les villes et de féodaux dans les campagnes.

Les conseils sont élus ou désignés dans des arrangements locaux qui diffèrent d'une ville à l'autre, allant des élections indirectes au consensus entre les notables de la ville... le travail du conseil local est souvent effectué par des résidents riches... (*Keeping the Lights on in Rebel Idlib*, novembre 2016, The Century Foundation, p. 6)

Beaucoup de ces conseils municipaux ont simplement assimilé les bureaux des services municipaux existants sous le régime d'Assad, avec la plupart de leurs personnels, qui travaillent plus ou moins normalement. Mais dans les petits villages et les zones rurales, de nombreuses responsabilités municipales sont confiées directement à un conseil dont les sièges pourraient être répartis entre une poignée de grandes familles ou de clans. (p. 7)

- Les comités locaux sont subventionnés par l'ONU et les ONG des pays impérialistes occidentaux.

Les conseils locaux sont donc le principal vecteur de soutien externe à leur communauté. (p. 3)

L'importance des conseils locaux repose surtout sur leurs relations avec les «munazzamat» (organisations), un terme attrape-tout qui recouvre aussi bien des entrepreneurs que des ONG internationales. (p. 6)

- f. La perspective « réaliste » du LCT et du MaS de juillet 2016 est *opportuniste*. S'il y avait vraiment des « comités de travailleurs, de paysans et de soldats », il faudrait parler de gouvernement *ouvrier et paysan* (comme le Parti bolchevik en février 1917). Vu la composition des comités, leur rôle et leur financement, le COICOR appelle en réalité à un gouvernement *bourgeois*.

VIII / Pour une Palestine socialiste avec les travailleurs juifs (point 4)

Sur l'analyse de la Palestine, la lettre de septembre 2016 oppose « enclave impérialiste » à « colonisation ».

Sur la Palestine nous avons plusieurs divergences. Votre position est contradictoire, ou au moins ambiguë. Vous vous dites opposés à l'existence de deux États mais vous considérez Israël comme un pays colonialiste et non comme une enclave impérialiste. Qu'Israël ne respecte pas les territoires misérables qu'il a laissés aux palestiniens, et y installe des colons juifs - sionistes, est secondaire par rapport au fait que c'est l'impérialisme qui l'a créé et imposé comme État artificiel... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 4)

Sur les perspectives pour la Palestine, le camarade Ríos oppose de manière mécaniste « destruction de l'État » à « décolonisation » et il dénonce la Palestine bourgeoise qui serait la perspective du projet de plateforme internationale de septembre 2015.

Et cette conception qui voudrait qu'Israël soit un État colonialiste n'explique pas pourquoi il faudrait le détruire, il suffirait de l'obliger à décoloniser... vous niez la théorie de la révolution permanente qui explique que seule la dictature du prolétariat peut résoudre les tâches démocratiques. Ce n'est pas vers cela que s'oriente votre projet avec sa Palestine unifiée, pluriethnique, démocratique et laïque. (point 4)

Le camarade Ríos dit que les changements apportés sur la Palestine à la suite de la critique du camarade Bravo (RP/Pérou) ne changent rien.

Nous ne considérons pas que vous nous avez apporté des réponses satisfaisantes à nos critiques/objections avec la nouvelle version du projet de programme... que vous nous avez adressé, parce qu'après sa lecture : votre position sur la Palestine et l'État d'Israël continue d'être ambiguë (COICOR, Lettre du 16 septembre 2016)

- a. La lettre raisonne souvent suivant le « tiers exclu » de la logique formelle : il ne peut y avoir à la fois surproduction et baisse du taux de profit, une décolonisation ne peut pas coïncider avec la destruction d'un État, une Palestine démocratique et laïque ne peut pas être socialiste...

Or, la situation en Palestine ne permet pas de poser la question démocratique de la colonisation de la Palestine et de l'oppression nationale des Arabes autrement que par la révolution socialiste.

Nous sommes pour les revendications démocratiques, nous sommes les seuls à combattre pour elles sans hypocrisie, car la situation objective ne permet pas de les poser autrement qu'en liaison avec la révolution socialiste. (Vladimir Lénine, « À propos du programme de paix », mars 1916, Œuvres, Progrès, 1973, t. 22, p. 178)

- b. Pourquoi l'État d'Israël est-il plus artificiel que l'Arabie saoudite, le Liban, la Jordanie, la Syrie et l'Irak ?
- c. Tout Israël est le résultat de la colonisation, pas seulement ses enclaves en Cisjordanie. Il poursuit la colonisation, il continue à prendre la terre aux Arabes de Palestine.

L'État israélien est bâti sur l'expulsion par le terrorisme de la population palestinienne de sa terre par la fraction nationaliste de la bourgeoisie juive... Il poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie... (Projet de plateforme internationale, thèse 14)

- a. La distinction opérée au sein de la 2^e Internationale (IO) entre « colonie de travail » et « colonie d'exploitation » (Karl Kautsky, *Sozialismus und Kolonialpolitik*, 1907) peut servir à l'analyse du sionisme. Dans une « colonie d'exploitation », la puissance coloniale exploite surtout la main-d'œuvre *indigène* (Bolivie, Inde, Maroc, Afrique du Sud, Indochine, Indonésie...). Dans une « colonie de travail » (les historiens disent généralement : colonie de peuplement), la puissance coloniale cherche à exploiter les *colons*, qui refoulent ou exterminent les autochtones (Australie, États-Unis, Argentine, Canada...). Israël s'apparente à une colonie « de travail », à une colonie « de peuplement » : la bourgeoisie hébraïque tend à exploiter des travailleurs salariés hébreux.
- b. Certes, Israël a été bâtie avec l'aide de plusieurs puissances impérialistes et même de la bureaucratie de l'URSS, mais ce n'est pas du tout une enclave stalinienne et pas *seulement* une enclave impérialiste. Les simples enclaves impérialistes (Guantanamo, les Malouines, Gibraltar, Melilla...) n'hébergent pas 7 millions de citoyens, ne sont pas le lieu d'une accumulation nationale du capital, n'ont pas vu l'émergence de groupes capitalistes, elles n'ont pas une idéologie nationaliste spécifique et efficace, elles n'ont pas un gouvernement qui défend les intérêts de sa bourgeoisie au point de heurter parfois l'impérialisme dominant (comme lors de

l'accord des P5+1 avec l'Iran en juillet 2015), elles n'ont pas une armée propre capable d'écraser en même temps celles coalisées d'États voisins plus peuplés, etc.

- c. Dans le cas d'Israël, la décolonisation réelle signifierait évidemment la fin de l'État sioniste.
- d. La théorie de l'enclave est un héritage douteux de la LIT, la variante moréniste du pablisme.

*Si l'enclave demeure (si Israël gagne la guerre), elle peut prendre différentes formes. Elle peut réussir à assimiler une minorité palestinienne collaborationniste et lui accorder certains droits ; y compris - pourquoi pas ? - le droit de vote... (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)*

La théorie de « l'enclave » repose sur la comparaison abusive d'Israël et de Guantánamo, la base militaire des États-Unis sur le territoire de Cuba.

*Lorsque nous occuperons Guantánamo nous n'appellerons pas à une constituante avec des droits égaux pour les Cubains et les colons de la base. Notre mot d'ordre, d'ici là, est, bien sûr, les Yankis hors de Guantánamo, le même que nous avons en Israël. (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)*

La consigne implicite de Moreno est donc : « dehors les Juifs de Palestine ».

L'opportuniste, pour camoufler cette capitulation devant le nationalisme de la bourgeoisie arabe de Palestine, doit réviser l'ABC du marxisme, en niant la lutte des classes. Pour Moreno, l'OLP dirigée par le Fatah est censée, comme chez les staliniens, représenter *tout le peuple* palestinien, elle serait le « front uni » (anti-impérialiste) incarné, elle serait déjà le gouvernement Arafat du peuple entier et le prototype d'un État (qui serait non artificiel) du « peuple entier ».

*Pour nous, l'OLP représente l'organisation étatique sui generis laïque, démocratique et non raciste, de la nation palestinienne en guerre. C'est presque un État : c'est un front uni englobant tout le mouvement palestinien en lutte pour reconquérir sa patrie et redevenir un État. En fait, c'est un gouvernement, nous appelons à sa reconnaissance comme nous l'avons fait pour le FSLN au Nicaragua. C'est une nationalité organisée à laquelle on a volé la terre. Quand elle la récupérera, elle sera à nouveau une nation. C'est la nation sui generis... Nous disons l'OLP socialiste comme nous disons Chili socialiste. (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)*

Il n'y a jamais eu d'État palestinien dans l'histoire et l'OLP n'a rien à voir avec un front unique ouvrier. Les ennemis de nos ennemis ne sont pas toujours nos amis. La bourgeoisie arabe, qu'elle soit panarabe ou panislamiste, s'oppose à la colonisation sioniste et à l'existence d'Israël sur une base différente de celle du prolétariat mondial.

*Les féodaux arabes et la bourgeoisie du Moyen-Orient, représentés par la Ligue arabe, voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Égypte) mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux le servir que le sionisme. (GT / Palestine, « Thèses sur la Palestine », janvier 1948, *Quatrième Internationale*, juin 1948)*

- e. Camarades de la FT-VP, de la LCT, du MaS, si vous ne voulez pas d'une Palestine despotique à l'image des régimes de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza ; si vous ne voulez pas d'une Palestine cléricale, soumise aux bigots, chassant les chrétiens, humiliant les femmes, persécutant les homosexuels, emprisonnant les athées ; si vous ne voulez pas d'une épuration ethnique ; si vous pensez que la seule stratégie progressiste est une révolution qui porte au pouvoir un gouvernement ouvrier, que cette révolution sociale ne peut se dérouler dans le cadre de la seule Palestine, où étaient les divergences stratégiques avec le projet de plateforme internationale ?

Les mots d'ordre de tout le prolétariat sont donc : Palestine unie, pluriethnique, démocratique et laïque, gouvernement des travailleurs. L'État colonial surarmé et ses bantoustans (Gaza, Cisjordanie) doivent laisser place à une Palestine socialiste (c'est-à-dire dirigée par les travailleurs), qui ne pourra naître que dans le cadre d'une révolution permanente de la région et ne survivre que dans le cadre d'une fédération socialiste (c'est-à-dire en transition vers le socialisme) d'Asie de l'Ouest ou de la Méditerranée. (Projet de plateforme, version III, thèse 14)

IX / Les revendications démocratiques (point 5)

La lettre du 14 septembre 2016 reproche au projet de plateforme de septembre 2015 ses formulations sur la démocratie : « *Nous ne pensons pas que notre tâche soit de défendre et d'étendre la démocratie* », « *Dans Le Programme de Transition, Trotsky parle d'une défense et non d'une extension de la démocratie* ». (point 5).

- a. Nous n'avons pas trouvé dans le programme de 1938 l'expression « *défense de la démocratie* » que le camarade Ríos cite.
- b. L'essentiel est que les communistes internationalistes, contrairement aux sectes gauchistes, aux héritiers du stalinisme et aux larbins des bourgeoisies des pays dominés, défendent les libertés démocratiques qui sont acquises et revendiquent celles qui ne le sont pas.

Le Parti social-démocrate de Russie exige avant tout : La convocation d'une assemblée législative composée de représentants de tous les citoyens, en vue d'élaborer une Constitution. Le suffrage universel direct pour tous les citoyens de Russie âgés de 21 ans révolus, sans distinction de confession ni de nationalité. La liberté de réunion, d'association et de grève. La liberté de la presse. La suppression des castes et l'égalité complète de tous les citoyens devant la loi. La liberté de conscience et l'égalité en droits de toutes les nationalités... (POS DR, « Programme », juillet 1903, Vladimir Lénine, Œuvres, Progrès, 1966, t. 6, p. 23)

- c. Le projet souligne l'importance des libertés démocratiques car des révisionnistes du programme (comme David Brown du CWG/Nouvelle-Zélande), afin de soutenir l'islamisme, tournent en dérision la démocratie. Les mêmes opportunistes prétendent qu'une révolution est en cours en Syrie, avec l'existence de Commune de Paris et de soviets - une forme de démocratie *supérieure* à la démocratie bourgeoise - alors que nulle part en Syrie, il n'y a pour les travailleuses et les travailleurs de possibilité de discuter, de publier, de faire grève, de s'organiser...
- d. Revendiquer plus de libertés démocratiques là où il y en a déjà certaines, c'est-à-dire la quasi-totalité des États de la planète, c'est les *élargir (ampliar, to extend...)*. Tel est le fil rouge :

En démocratie capitaliste, la classe ouvrière doit combattre pour élargir au maximum tous les droits démocratiques. (« Declaration of principles », janvier 1938, *The Founding of the Socialist Workers Party*, Monad, 1982, p. 206)

- e. Les revendications démocratiques conservent leur valeur, mais l'indépendance de classe est déterminante. Par exemple, un « gouvernement provisoire » en Syrie est une perspective bourgeoise : voir chapitre VIII.

Pour le projet de plateforme, la lutte pour la démocratie au sein du capitalisme est clairement subordonnée à la lutte pour le pouvoir des travailleurs et une démocratie plus grande.

La lutte pour la démocratie passe par le désarmement des corps de répression et l'établissement de conseils de travailleurs (saliés, autres travailleurs des campagnes et des villes, chômeurs, travailleurs en formation, conscrits...), bases de l'État ouvrier. Au 21^e siècle, la démocratie n'est concevable que sous la forme de la démocratie ouvrière (dictature du prolétariat). (Projet de plateforme, thèse 13)

X / Attention à ne pas oublier l'essentiel (point 8)

La lettre du 14 septembre suggère de créer une partie séparée avec 6 ou 8 mots d'ordre valables pour le monde entier. Un exemple que cite le camarade Ríos est « gouvernement *révolutionnaire* des travailleurs ».

Il y a un autre problème avec votre projet de programme - mais qui concerne aussi notre déclaration - c'est qu'il ne se traduit pas dans des mots d'ordre clairs, dans les six, sept ou huit revendications les plus importantes pour la classe ouvrière ou pour lesquelles les travailleurs du monde doivent lutter. Par exemple : Non aux bombardements - troupes impérialistes hors de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak ! Autodétermination de toutes les nationalités opprimées ! Libération de tous les militants ouvriers, paysans et populaires et arrêt des poursuites ! Du travail pour tous par la réduction de la journée de travail à 6 - ou 4 heures au plan mondial - sans réduction de salaire ! Échelle mobile des salaires ! À bas les plans d'ajustement ou d'austérité et la flexibilité du travail ! Grève générale pour faire échec

aux attaques patronales et gouvernementales ! Pour le développement de constitution de conseils ouvriers et populaires ! Pour un gouvernement révolutionnaire des travailleurs ! Fédération d'États ouvriers socialistes, planifiant l'économie mondiale pour en finir avec l'exploitation, l'oppression, la faim et la misère, dans une économie mondiale écologiquement durable ! (COICOR, Lettre du 14 septembre, point 8)

- a. Michael Pröbsting, le secrétaire général de la TICR, a inventé en octobre 2015 qu'ajouter *un mot* à un slogan démocratique (Assemblée constituante *révolutionnaire*) suffirait à écarter les dangers qu'il présente. C'est, au mieux, naïf.
- b. Pour les masses, « Assemblée constituante *révolutionnaire* », « **gouvernement révolutionnaire des travailleurs** », « grève générale *révolutionnaire* », deviennent moins compréhensibles et donc moins utiles que les formulations d'origine. Mieux vaut suivre le fil rouge de l'IC et de la QI :

Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général... À la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier... Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (IC, « Résolution sur la tactique », novembre 1922, Les Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, Librairie du travail, 1934, p. 158)

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 28)

- c. Un tract national peut se terminer par une liste de mots d'ordre. Une déclaration internationale sur un événement précis peut comporter une liste des mots d'ordre. Par contre, tenter de conclure un programme *international* par une série de *mots d'ordre* pour lesquels tous les travailleurs *du monde* devraient lutter est difficile, quasi-impossible. La plupart des mots d'ordre ne sont pas valables dans tous les pays et ils changent même, pour un pays donné, d'un moment à l'autre. Par exemple, aujourd'hui, en Syrie, « grève générale » n'a pas de sens.
- d. Évidemment, les sections du Collectif révolution permanente interviennent, à la mesure de leurs moyens, dans leur pays avec des mots d'ordre précis. En outre, le Collectif s'efforce, malgré sa taille réduite et les problèmes de langues, de discuter et de publier des résolutions sur des questions importantes de la lutte des classes mondiale. Ces textes comportent généralement des mots d'ordre précis. Par exemple, depuis deux ans :
 - Grèce, janvier 2015, juillet 2015 ;
 - Kurdes, août 2015 ;
 - réfugiés, septembre 2015, mars 2016 ;
 - Grande-Bretagne, juillet 2016 ;
 - États-Unis, décembre 2016 ;
 - Syrie et Irak, décembre 2016...
- e. Le projet de plateforme internationale ouvre des perspectives politiques : grève générale, droit à l'autodétermination, activité dans les syndicats, organismes soviétiques ... et aussi des mots d'ordre que la liste de septembre 2016 ne mentionne pas :
 - ouverture des frontières aux réfugiés et liberté de circulation des travailleurs (*Projet de plateforme*, 2015, thèse 49),
 - expropriation des grandes entreprises capitalistes (thèse 18),

- destruction de l'État sioniste (thèse 14),
- égalité des femmes et droit à l'avortement (thèses 20, 28, 49),
- armement du peuple et milice ouvrière (thèses 13, 18, 21, 23, 29, 49).

f. Certaines revendications figurent dans la déclaration de fondation COICOR de juin 2016. Mais il y manque la dernière. Cet axe essentiel est aussi oublié dans la liste de 12 mots d'ordre pour l'Argentine de la LCT (18 novembre 2016). Le projet de plateforme internationale suit le fil rouge :

Armement général du peuple. (Ligue des communistes, « Revendications du parti communiste en Allemagne », mars 1848, Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t. 4, p. 3)

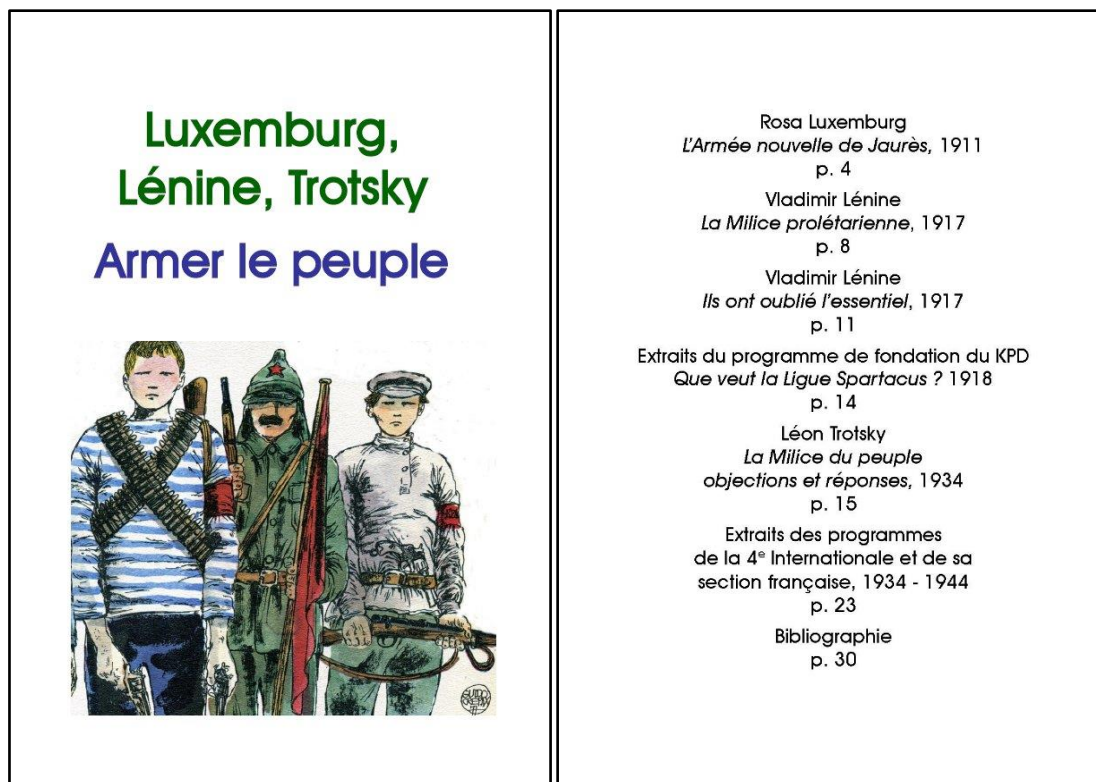
Le congrès socialiste international réclame, avec la suppression de l'armée permanente, l'armement général du peuple. (Internationale ouvrière, « Résolution sur le militarisme », juillet 1889, *Les Congrès socialistes internationaux*, BSI, 1902, p. 76)

Ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire. (Vladimir Lénine, « Ils ont oublié l'essentiel », mai 1917, *Œuvres*, Progrès, t. 24, 1974, p. 360)

Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires. Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer... (KPD, « Que veut la Ligue Spartacus ? », décembre 1918, *Protokoll des Gründungsparteitags der Kommunistischen Partei Deutschlands*, Dietz Verlag, 1972)

À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, GMI, 2015, p. 18-19)

Tant qu'existera le capitalisme, le mouvement ouvrier sera menacé en permanence par la répression... Nous devons armer les travailleurs. Pour repousser les bandes fascistes et les briseurs de grève, forgeons des piquets de grève ouvriers dûment armés. Où nous procurer les armes ? Il est fondamental de montrer aux travailleurs de base qu'ils doivent s'armer contre la bourgeoisie, elle-même armée jusqu'aux dents ; une fois leur conviction acquise, les moyens matériels se trouveront. Aurions-nous oublié par hasard que nous utilisons quotidiennement dans notre travail de puissants explosifs ? Toute grève est le commencement potentiel de la guerre civile, voie dans laquelle nous devons nous engager, armés comme il se doit. Notre objectif est de vaincre et pour cela nous ne devons pas oublier que la bourgeoisie peut compter avec son armée, sa police, ses bandes fascistes. Il nous revient donc d'organiser les premières cellules de l'armée prolétarienne. Tous les syndicats doivent organiser des piquets armés avec les éléments jeunes et les plus combattifs. (Fédération syndicale des mineurs de Bolivie, « Thèses de Pulacayo », novembre 1946, Guillermo Lora, *Bolivie : de la naissance du POR à l'Assemblée populaire*, EDI, 1972, p. 17-18)



Brochure publiée par le GMI / France, juin 2015

XI / Le fil rouge et les élections (points 2, 5)

S'il oublie l'armement du peuple, le camarade Marcelo Ríos est obsédé par des questions électorales. La question du vote pour Syriza/Grèce figure trois fois dans la lettre du 14 septembre, une autre fois dans celle de quelques lignes du même camarade du 16 décembre.

Pourquoi le projet de plateforme présenté par le Bureau international du CoReP ne dit rien... de l'appel à voter Syriza par la TICR, en 2013, alors même que dans sa déclaration, celle-ci expliquait que Syriza allait appliquer l'ajustement. (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 2)

Il n'est rien dit de l'appui électoral qu'apportent à la social-démocratie et aux fronts électoraux ou aux gouvernements anti-crise comme Podemos et Syriza plusieurs organisations qui se disent trotskystes. (point 5)

Nous ne faisons de déclarations communes que sur la base d'accords politiques généraux solides. Par exemple, sur la Palestine ; sur le soutien électoral à la social-démocratie (Syriza, Podemos, etc.). (conclusion)

Pourquoi ne dites-vous pas si vous défendez ou pas le soutien électoral à la social-démocratie, à Syriza et aux gouvernements ou fronts « anti-crise » (COICOR, Lettre du 16 décembre)

- a. La lettre de septembre (ratifiée par la FT-VP et le MaS) demande si le Collectif révolution permanente soutient des « gouvernements anti-crise ».
 - Cette question est absurde : *tous* les gouvernements disent qu'ils sont anti-crise (voir projet de plateforme internationale, thèse 8).
 - Que le MaS et le FT-VP osent poser cette question au CoReP prouvent qu'ils sont malhonnêtes ou qu'ils ne font pas attention à ce qu'ils signent :

La Syriza (Coalition de la gauche radicale) a gagné les élections législatives, mais s'est alliée aussitôt à l'ANEL (Grecs indépendants), un parti bourgeois xénophobe (anti-UE et anti-immigrés). La majorité parlementaire de Syriza et le Premier ministre Tsipras n'ont pas démantelé l'armée hypertrophiée qui achète à grande échelle aux groupes de l'armement américains, français et allemands. Ils n'ont pas

osé annuler la dette publique. Ils n'ont même pas osé taxer les armateurs et l'Église orthodoxe, qui ne paient toujours pas d'impôt. Face aux représentants de l'impérialisme, le gouvernement Syriza-ANEL était prêt à augmenter la TVA, à baisser les retraites et à privatiser... (CoReP & MaS, *Résolution sur la Grèce*, 2 juillet 2015)

Tous les gouvernements bourgeois ont mené les mêmes politiques à l'encontre des producteurs et en faveur des exploités, y compris ceux dirigés par les partis « travaillistes » (Brésil), « communistes » (Chine, Vietnam, Afrique du Sud), « socialistes » (France, Allemagne) ou la « gauche radicale » issue de la reconversion des staliniens (Grèce)... (CoReP, FT-VP & TML, *Adresse internationale*, 1^{er} mai 2016)

- En mélangeant le vote pour des candidats des partis ouvriers bourgeois avec un soutien à un gouvernement les signataires de la lettre du 14 septembre montrent qu'ils ne connaissent pas la tradition communiste. Un véritable parti ouvrier est, tant que le capitalisme dure, un parti d'opposition.

Ce qui distingue la politique socialiste de la politique bourgeoise, c'est qu'en tant qu'adversaires de l'ordre existant, les socialistes sont obligés, par leurs principes, de se tenir dans l'opposition. (Rosa Luxemburg, « La crise socialiste en France », 1900, *Le Socialisme en France*, Belfond, 1971, p. 116)

- Jamais les révolutionnaires prolétariens n'ont soutenu un *gouvernement* de l'État bourgeois, même quand il était mis en place par un parti ouvrier bourgeois.
 - Pour le CoReP et ses sections, les gouvernements auxquels des partis ouvriers bourgeois participent seuls ou en coalition (de type front populaire) sont des gouvernements bourgeois. C'est ce qu'affirme le projet (thèses 36, 39).
- b. Un des effets de la destruction de la 4^e Internationale est la polarisation de l'attention sur les élections et les référendums. Chez les centristes, c'est le reflet du crétinisme parlementaire des « réformistes » ; chez les sectaires, c'est l'occasion d'imiter sans le dire les staliniens de la troisième période d'erreur de l'IC.
- c. En logique formelle, un parti ne peut pas participer aux élections organisées par la bourgeoisie *et* dire qu'elles servent à tromper les travailleurs, un parti ne peut pas être ouvrier *et* bourgeois, un parti communiste ne peut pas proposer l'unité à un autre parti *et* dire qu'il est traître, une organisation révolutionnaire ne peut pas voter pour un parti réformiste *et* annoncer en même temps qu'il ne faut pas lui faire confiance, etc.
- d. Les communistes, inspirés par le mouvement chartiste britannique du début du 19^e siècle), se sont toujours prononcés pour un parlement élu exerçant le pouvoir contre la monarchie ou le bonapartisme, ainsi que pour le suffrage universel.
- e. Pour Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky, la participation aux élections fait partie de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse. Les communistes, tout en participant quand ils le peuvent aux élections, aux organes municipaux, au parlement, expliquent aux travailleurs que l'activité au parlement ne peut pas remplacer la révolution conduite par les travailleurs eux-mêmes. Le seul cas où les révolutionnaires peuvent boycotter un parlement, c'est quand ils ont la force de le renverser.
- f. Par ailleurs, les organisations communistes, quand elles sont incapables de présenter des candidats, soutiennent le plus souvent les candidats des partis ouvriers bourgeois de masse quand ils se présentent contre ceux des partis des classes dominantes.
- De 1920 à leur mort, telle est la position constante de Lénine (*La Maladie infantile du communisme*, ch. 9) et de Trotsky.

L'ILP aurait dû apporter un appui critique à tous les candidats du Parti travailliste, là où il ne se présentait pas lui-même... L'ILP doit dire aux ouvriers : « Le Labour Party vous trompera et vous trahira, mais vous ne nous croyez pas. Très bien, nous irons avec vous à travers toutes vos expériences, mais en aucun cas nous ne nous identifierons au programme du Labour Party ». (Lev Trotsky, « Entretien sur l'ILP », novembre 1935, *Œuvres* t. 7, EDI, 1980, p. 137-138).

Et si l'ouvrier stalinien vient vous voir et vous demande : « allez-vous voter pour notre candidat ? » Nous devons lui donner une réponse sérieuse. Il nous faut dire : « oui, nous voterons pour lui ». (Lev Trotsky, « Discussion avec des dirigeants du SWP », 14 juin 1940, Œuvres, ILT, t. 24, 1987, p. 159)

- La critique Ríos-LCT-COICOR se réclame de la 4^e Internationale, mais les sections de la QI, du temps de Trotsky, quand elles ne présentaient pas de candidats, appelaient à voter Parti travailliste, POB, PCF et PS-SFIO, etc.
 - Les raisons qui les conduisaient à cette consigne sont les mêmes qui obligent les communistes à militer dans les syndicats de masse quelle que soit leur direction et à avancer des tactiques de front unique ouvrier.
 - Évidemment, les organisations communistes avertissent les masses qu'aucune élection ne peut changer leur sort et que les partis ouvriers bourgeois sont voués à trahir s'ils accèdent au pouvoir (comme ils le font déjà dans « l'opposition »).
- g. Les centristes qui votent pour des partis bourgeois piétinent l'indépendance de classe (thèses 26, 44).
- h. Le soutien du PCI au PS en 1981 (au sein de la direction du PCI, Lambert avait été aidé par Moreno contre Just) ou le soutien du SUQI à Syriza en 2015 sont aussi des trahisons parce que les opportunistes font croire aux travailleurs que leur sort va changer s'ils votent pour les candidats d'un parti ouvrier bourgeois. Cela remet en question la théorie marxiste de l'État et celle de la bureaucratie ouvrière.
- i. Par contre, l'appel à voter de la TIGR de Pröbsting pour Syriza ne constitue pas une trahison, ni celui de la LCI de Robertson pour le KKE (même s'il est probablement faux de préférer publiquement un parti ouvrier bourgeois de masse à un autre dans un pays où il en existe deux).
- j. Camarades, attention au danger de secte ! Le programme de 1938 et le manifeste de 1940 de la QI ne parlent même pas d'élections. Aucun programme antérieur du mouvement ouvrier international ne se prononce sur les candidatures des autres partis. Le projet suit le fil rouge.

Les questions de tactique nationale (ce qu'il faut faire dans un syndicat, la consigne de vote s'il n'y a pas la possibilité de présenter une candidature révolutionnaire, etc.) ne peuvent être correctement abordées et résolues que sur la base d'un programme international. (Projet de plateforme internationale, septembre 2015, thèse 50)

XI / L'autoproclamation de la LCT et du COICOR (points 2, 3, 7)

La lettre de septembre 2016 oppose la modestie de la LCT au sectarisme du CoReP.

Mais avoir cette approche -être les seuls trotskystes- serait de l'autoproclamation et par là-même préjudiciable parce que cela interdirait de reconnaître ses propres erreurs, passées et futures... Nous voulons expliciter notre position : nous ne croyons pas être les élus du destin... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 3)

On trouve trois autres fois « **autoproclamé** » ou « **autoproclamation** » au sujet du Collectif.

En fait, Marcelo Ríos n'est pas si modeste : seul lui comprendrait vraiment l'histoire.

Nous voulons aborder la manière différente que nous avons de nous référer à l'histoire. Pour nous l'étude de l'histoire doit permettre de tirer des leçons et non de jeter à la face des autres, des faits ou des événements, pour se délimiter. (point 2)

Cette conception supérieure de l'histoire inclut la justification du ralliement d'un groupe « trotskyste » au mouvement nationaliste bourgeois.

Alors quel sens politique y a-t-il à se délimiter du morénisme à cause de son entrée dans le Mouvement des groupements ouvriers (MAO) péroniste, en 1958, après le coup d'État de 1955, quand le péronisme était dans une lutte de résistance à la dictature ? Aucun. (point 2)

La lettre réclame que le CoReP précise ses origines.

Il est remarquable que vous critiquez tout le monde et que vous ne dites rien de vos origines. (point 7)

- a. Il est remarquable que le COICOR se dispense, lui, de présenter son origine.
- b. L'origine politique du Collectif révolution permanente figure dans de nombreux documents publics : c'est la Ligue des communistes (1847-1850).
- c. Accessoirement, le Collectif a présenté à l'avant-garde internationale les circonstances de son apparition comme organisation internationale : convergence de 3 petits courants à l'initiative de la LOI/Argentine en décembre 2002 à la suite de la crise révolutionnaire en Argentine, scission du regroupement par Carlos Munzer (LOI) en 2003-2004 (voir *Charte du Collectif révolution permanente*, novembre 2004).

Si la LCT avait accepté de rencontrer le bureau du Collectif révolution permanente en 2010 à Buenos-Aires, elle saurait que l'assimilation du CoReP au lambertisme est un préjugé ; sachez que tous les membres actuels du bureau international ont commencé leur activité militante dans le cadre d'organisations liées au SUQI (la 4^e Internationale pabliste-mandélienne).

- d. Nous avons un peu de mal à comprendre le reproche répété d'autoproclamation. Ce mot si important pour le camarade Ríos ne semble figurer dans aucun document de la 4^e Internationale.
 - Notre histoire témoigne que nous ne sommes pas une secte. Par exemple, le CoReP n'a pas rompu avec le MaS/Russie, c'est le MaS qui a cessé toute relation sans nous l'annoncer ; ce n'est pas le COICOR qui a contacté le CoReP, c'est le CoReP qui a contacté le COICOR...
 - Pourquoi le Collectif serait autoproclamé mais pas le COICOR qui s'est constitué en août 2016 à côté de (donc *contre*) dizaines de « 4^e Internationales », « tendances », « fractions », « comités de liaison », « comités d'organisation »... ?
 - Qui a *proclamé* la LCT/Argentine ? Qui l'a ajouté aux trop nombreuses organisations qui se réclament du trotskysme en Argentine ? La proclamation de la LCT en 2009 (sur une base politique uniquement *nationale*) n'était-elle pas une proclamation par elle-même, une *auto*-proclamation ?
 - Si les fondateurs de la LCT estimaient que les organisations argentines existantes étaient effectivement léninistes-trotskyistes, pourquoi ne pas rejoindre la plus grosse ou la plus « trotskyste » d'entre elles ?
 - Si les fondateurs de la LCT estimaient que les courants internationaux centristes sont effectivement léninistes-trotskyistes, pourquoi rester isolés nationalement pendant une décennie ?
- e. La lettre affirme que le CoReP s'occupe d'événements anciens alors qu'il faut partir d'événements récents.
 - Pourquoi la limite de 50 ans ? Pourquoi pas 20, 60 ou 100 ?
 - Qui fixe la limite de 50 ans ?
 - N'est-il pas bizarre de vouloir laisser les décédés en paix et en même temps d'invoquer la baisse du taux de profit et la paupérisation absolue à la manière de Ricardo (décédé en 1823) ou de se réclamer de Lénine (décédé en 1924) et de Trotsky (décédé en 1940) ?
 - N'est-il pas incohérent de se réclamer de la 4^e Internationale fondée en 1938 et de refuser d'examiner ce qui lui est arrivé en 1949-1953 ?

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. (Karl Marx, *Le 18 Brumaire*, 1852, Éditions sociales, 1969, p. 15)

Nous autres bolcheviks, avons appris aux ouvriers à ne rien oublier. (Lev Trotsky, « Entretien avec un ouvrier social-démocrate », 23 février 1933, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015, p. 318)

- f. Pourquoi la « polémique » (lettre du 14 septembre) contre le CoReP serait-elle légitime, mais pas le combat du Collectif contre le centrisme pseudo-trotskyiste ? Sans combat contre le centrisme contemporain, il n'y aura pas de construction d'une internationale et de partis révolutionnaires.

Le Parti indépendant (USPD) en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste (PS-SFIO) en France, le Parti ouvrier indépendant (ILO) de Grande-Bretagne et tous les autres groupements semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la 2e Internationale. Ils se présentent, comme autrefois, avec des idées de compromis et d'unité, paralysant ainsi l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par-là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. (IC, « Manifeste », mars 1919, Les Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, Librairie du travail, 1954, p. 34)

La 4e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2e et de la 3e Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes... (OI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 41)

- g. L'Opposition de gauche internationale (OGI) s'est constituée pour la rupture du Parti communiste chinois avec le Guomindang nationaliste bourgeois (que Staline et Boukharine présentaient comme un parti ouvrier et paysan).

Il faut lier les mains des combinards et des candidats combinards. C'est à cela que le programme doit servir. Sinon, il est inutile. (Léon Trotsky, « Critique du programme de l'IC », juin 1928, Œuvres, ILT, t. I, 1988, p. 337)

- h. L'adhésion au nationalisme, conseillée par les résolutions du congrès de la OI de 1951, est incompatible avec le principe d'indépendance de classe. Elle n'a rien à voir avec le front unique ouvrier, ni l'entrisme des communistes dans un parti ouvrier bourgeois.

En Argentine, il était légitime d'intervenir dans les syndicats de masse contrôlés par le bonaparte Perón et son mouvement nationaliste bourgeois. Pas de dissoudre en 1957 la section argentine du CIQI pour fonder un parti « ouvrier » péroniste dont le journal (*Palabra Obrera*) avait pour sous-titre était « *organe du péronisme ouvrier révolutionnaire* » puis « *sous la discipline du général Perón et du Conseil supérieur justicialiste* ». L'appartenance au Mouvement justicialiste, « *l'unité de tous les péronistes* » (15 mai 1958) subordonnait les travailleurs à une fraction de la bourgeoisie.

- i. Le projet de plateforme de septembre 2015 tire les leçons de l'histoire et il est conçu pour empêcher ou au moins gêner toute nouvelle capitulation devant la bourgeoisie « anti-impérialiste » (*Projet de plateforme*, septembre 2015, thèses 17, 19, 25, 36, 41, 42).

XII / Se délimiter des partisans de l'ONU et de l'islamisme (points 2, 3)

La lettre du 14 septembre est aussi accusatrice que confuse sur la question de la 4e Internationale. La grande majorité des courants trotskystes abriterait des « réserves de trotskysme » et préserverait un « fil de continuité » C'est à partir d'eux que se construira l'Internationale. Il faudrait écarter les questions qui remontent à plus 50 ans (puisque ceux qui les ont menées sont morts).

C'est pour cela que nous considérons comme davantage principal, politique et profitable, de discuter les divergences politiques actuelles ou récentes et non pas celles concernant des faits de plus de 50 ans, quand tous ceux ou presque tous ceux, qui ont impulsé, suivi et défendu ces lignes politiques sont décédés... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 2)

Au contraire, il faudrait se limiter aux divergences récentes, de moins de 50 ans (comme le vote pour Syriza en 2015).

Pourquoi le projet de plateforme présenté par le Bureau international du CoReP ne dit rien, par exemple, de la L5I (et de la TICR qui faisait partie de ce courant et qui continue de défendre cette orientation) ou de tout le grantisme, qui a accepté de se rendre à la convocation du président vénézuélien, Hugo Chávez, c'est-à-dire avec la bourgeoisie nationale, pour construire une 5e Internationale bourgeoise ? Ou l'appel à voter Syriza, par la TICR, en 2013, alors même que dans sa déclaration, elle expliquait que Syriza allait appliquer l'ajustement. Nous sommes sincèrement convaincus que personne, en dehors du CoReP, ne peut comprendre pourquoi l'entrisme est plus condamnable avec le MAO péroniste, en 1958, que les faits ci-dessus mentionnés. Nous ne nions pas qu'il y ait là du crétinisme, mais nous estimons que cela ne place pas les choses sur les rails de la politique. (point 2)

Pour voir clairement, il faudrait se situer au sein de la 4^e Internationale.

Nous constatons également qu'il ne s'agit pas d'une critique effectuée de l'intérieur de la 4^e Internationale, mais de l'extérieur, comme si, à ces époques que vous critiquez, vous n'en aviez pas fait partie. (point 3)

- a. On retrouve l'incapacité du rédacteur à concevoir qu'un phénomène puisse se transformer en son contraire. Or, les organisations de la classe ouvrières sont confrontées à une classe sociale qui est dominante économiquement, politiquement et idéologiquement. Ainsi, les *formes* d'organisation que prend l'internationalisme prolétarien (LdC, AIT, IO, IC, QI...), sont toujours le terrain de luttes internes. Si elles ne parviennent pas à mener la révolution, elles reculent et, pour finir, elles disparaissent ou sont intégrées à l'ordre bourgeois.
- b. Pourquoi se borner à la QI et ne pas se situer « à l'intérieur » de l'IC, de la 3^e Internationale ? Celle-ci avait l'avantage sur celle-là d'être une internationale de masse.
- c. S'il y a continuité de la QI, alors il faudrait dire clairement *qui* l'incarne.
- d. Si la 4^e Internationale existe toujours, il faut se donner pour objectif de la redresser ou de la réunifier et rejoindre les rangs de ceux qui l'incarnent.

Si l'ILP pensait que la Komintern peut être réformé, ce serait son devoir de rejoindre ses rangs et de travailler à le réformer. Si pourtant l'ILP s'est persuadés que la Komintern n'est pas redressable, son devoir est de nous rejoindre... (Léon Trotsky, « L'ILP et la 4^e Internationale », 18 septembre 1935, Œuvres t. 6, EDI, 1979, p. 233)

- e. Les deux pôles du mouvement ouvrier sont, depuis l'impérialisme, le « réformisme » (c'est-à-dire des agences de la bourgeoisie) et le communisme internationaliste (les révolutionnaires prolétariens). En découle l'existence de deux autres courants : le centrisme qui refuse de rompre avec les sociaux-chauvins et de gauchistes qui refusent de combattre les traîtres et leurs adjoints au sein des masses.
- f. Nous ne pouvons pas choisir les conditions dans lesquelles nous combattons. Elles comprennent des défaites et des reculs comme la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, mais aussi la montée de l'islamisme ou la destruction de la 4^e Internationale.
- g. Il faut suivre le « fil rouge », dont le manifeste de la conférence d'alarme de 1940 de la 4^e Internationale. Trotsky misait sur la victoire de la révolution socialiste mondiale grâce à la transformation de la QI en véritable parti mondial de la révolution. Mais, en bon dialecticien, il avait parfois envisagé une autre hypothèse et les conséquences négatives sur la QI elle-même.

Le destin d'un parti dépend du cours de la lutte des classes... Si le régime bourgeois sort de cette guerre impuni, tous les partis révolutionnaires dégèneront. (QI, La Guerre impérialiste et la révolution, mai 1940, GMI, 2016, p. 31)

À partir de 1943, le régime bourgeois a été ébranlé par la défaite du 3^e Reich à Stalingrad et par les révolutions italienne, yougoslave, indochinoise et chinoise. Mais il a survécu grâce au Kremlin et aux partis ouvriers bourgeois. La bureaucratie stalinienne, loin d'être renversée, est apparue plus puissante que jamais. De là, la pression énorme des bureaucraties au pouvoir et de l'appareil stalinien international sur une petite organisation internationale peu implantée, dont les cadres furent décimée par la répression conjointe du fascisme et du stalinisme, dont la direction était inexpérimentée.

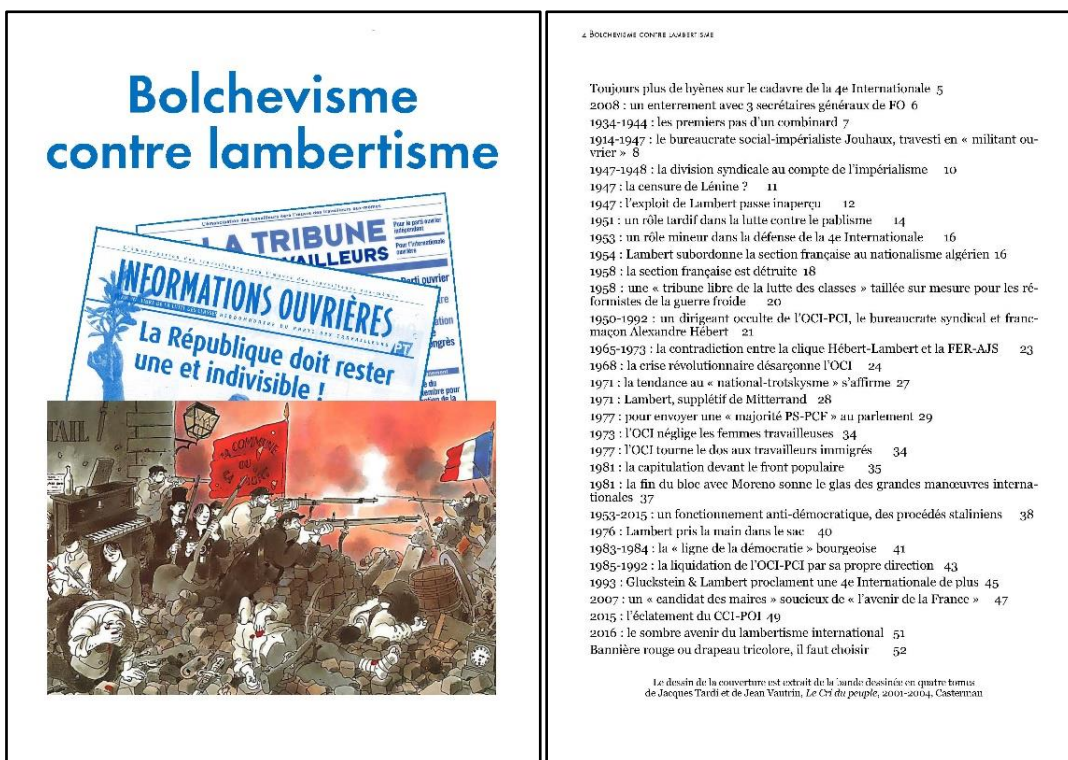
- h. La QI a capitulé devant Tito en 1949 puis devant Mao, elle a été détruite politiquement en 1951 quand son « 3^e congrès » a révisé son programme (réforme de la bureaucratie au lieu de révolution politique, front uni anti-impérialiste au lieu de révolution permanente). Le premier aspect a été combattu dès 1951 par les sections suisse et française puis en 1953 par les sections britannique et américaine.

Au lieu de s'en tenir à la ligne fondamentale de la construction de partis révolutionnaires indépendants par tous les moyens tactiques convenables, Pablo considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier sous la pression des masses

jusqu'à accepter les « idées » et le « programme » du trotskysme. (SWP, « Lettre ouverte », novembre 1953, *La Vérité* n° 583, septembre 1978)

Pablo a répondu en tentant d'écarter les cadres et de détruire les sections qui résistaient. L'Internationale a éclaté en 1953. La fraction « orthodoxe » (CIQI) n'a pas mené longtemps le combat contre la direction usurpatrice (SIQI : Pablo, Mandel, Frank, Maitan, Posadas...). Toutes les sections qui avaient résisté à certains aspects du pablisme ont dégénéré à leur tour. La destruction du Comité international en 1963 par les pro-castristes du SWP/États-Unis et les pro-maoïstes et pro-castristes du PO/Argentine a mis fin à toute possibilité de réorganiser, redresser ou reconstruire la QI

- i. Il y a une continuité opportuniste dans le centrisme, malgré ses zigzags parfois gauchistes. Il y a un rapport entre l'enthousiasme de certains chefs « trotskystes » pour Tito et Mao, le soutien total à Messali Hadj ou l'adhésion au mouvement bourgeois du colonel Perón au début des années 1950 avec l'opportunisme des Pablo, Mandel, Lambert et Moreno lors des décennies 1960, 1970, 1980. Nous l'avons démontré dans une résolution (CoReP, *La 4^e Internationale est morte, il faut bâtir une nouvelle internationale*, octobre 2011, disponible en espagnol) et notre section française l'a établi dans le cas du lambertisme dans une brochure (*Cahier révolution communiste* n° 9, mars 2016).



Brochure publiée par le GMI, mars 2016

- j. Les principaux courants contemporains issus de feu la QI ne sont pas trotskystes à 90 %, 60 %, 40 % ou 10 %. Leurs erreurs ne sont pas de simples déviations, inévitables, de l'organisation communiste. Elles ne sont jamais corrigées. Par conséquent, l'opportunisme devient systématique. Ce sont des organisations *centristes* cristallisées qui édulcorent le programme et qui capitulent devant des forces hostiles au prolétariat, la petite-bourgeoisie ou la bourgeoisie.
- k. Nous misons sur les milliers de combattants qui, dans le monde, croient suivre la voie de la révolution d'Octobre 1917. Le fait que certaines organisations opportunistes se réclament encore du léninisme et du trotskysme les plonge dans des contradictions particulières et facilite le travail des bolcheviks pour démasquer, liquider le centrisme et y gagner des forces (organisations, fractions, individus) pour l'internationale ouvrière révolutionnaire. Cela s'est manifesté par l'apparition de la RT américaine (1960), de la LC espagnole (1972), des WPG et WSL britanniques (1974), de la LOR française (1976), du Comité français (1984), de la WIL britannique (1987), du

PTS argentin (1988), de VdT française (1997), etc. Si ces courants avaient continué à progresser vers la révolution, il faudrait les *rejoindre*. Hélas, ils ont éclaté ou régressé politiquement.

1. La construction de l'internationale s'appuiera aussi sur des individus, fractions et organisations issus d'autres courants du mouvement ouvrier et même parmi les nationalismes de minorités opprimées. L'IC du temps de Lénine avait attiré des syndicalistes-révolutionnaires de plusieurs pays, des nationalistes chinois, etc. Même après la destruction de la 4^e Internationale, des courants ont rompu avec le stalinisme ou le nationalisme petit-bourgeois pour évoluer vers le marxisme : LCRJ/Japon en 1957, LRSH/Hongrie vers 1961, Matzpen/Israël en 1962, GC/Espagne et PD/Irlande en 1968, ETA-VI/Espagne en 1970, CPGB/Grande-Bretagne en 1993, DPG/Turquie en 2002, etc. Pour aider les prochaines ruptures de ce genre à progresser, il faut une forte et démocratique organisation marxiste internationale.

Conclusion

Il n'y a qu'un programme communiste, pas des dizaines. Ceux qui le partagent doivent se regrouper à l'échelle internationale.

Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du stalinisme vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme et du centrisme. (OGI, OSP/Pays-Bas, RSP/Pays-Bas, SAP/Allemagne, « Déclaration sur la nécessité d'une nouvelle internationale », septembre 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, 1978, t. 1 p. 100)

Suivant le fil rouge, un accord international repose sur des questions politiques essentielles. En sont exclues : en amont, la recherche scientifique, aussi importante soit-elle ; en aval, les questions tactiques nationales.

À notre avis, dans ce début du 21^e siècle, il faut réaffirmer la base stratégique héritée de la LdC, du Parti bolchevik, de l'IC et de la QI (séparation de l'État et de la religion, protection des minorités religieuses et ethniques, droit à l'autodétermination des nations opprimées, égalité des femmes, destruction de l'État bourgeois, armement du peuple, milice ouvrière, insurrection, organes soviétiques, parti révolutionnaire mondial et délimité des sociaux-patriotes et des centristes, intervention dans les syndicats, participation aux élections et aux parlements, démocratie dans le parti, impossibilité du socialisme dans un seul pays, révolution permanente...).

Il faut aussi actualiser le programme de la QI :

- a. le mode de production capitaliste met en cause l'environnement de l'espèce humaine (réchauffement climatique),
- b. la Russie et la Chine font partie des puissances impérialistes,
- c. les interventions des puissances impérialistes, y compris celles qui ont l'accord de l'ONU, doivent être combattues par le prolétariat mondial (en particulier celui des pays impérialistes concernés),
- d. les communistes internationalistes ne mettent pas eux-mêmes en place des partis réformistes, même dans les pays qui sont dépourvus de partis ouvriers de masse,
- e. la lutte contre l'oppression des femmes ne se limite pas à l'égalité, elle inclut le droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits,
- f. l'écologisme politique est globalement un courant réactionnaire, ce qui n'empêche pas la lutte avec ses membres sur des questions concrètes,
- g. le front uni anti-impérialiste est périmé,
- h. l'islamisme et les autres fondamentalismes religieux sont contre-révolutionnaires, ce qui n'empêche pas de les soutenir dans les cas -exceptionnels- où ils affrontent réellement et directement l'impérialisme,

- i. l'État d'Israël doit être détruit, il ne peut l'être de façon progressiste que par la révolution prolétarienne des peuples de cet État et de la région (arabes, juifs, kurdes, turcs),
- j. les communistes s'opposent au protectionnisme, ils ne reprochent pas aux accords régionaux de type Union européenne de détruire les nations, mais au contraire d'être incapables de supprimer les frontières archaïques,
- k. en s'appuyant sur les expériences de la LdC, de l'AIT, de l'IO, de l'IC et de la QI, les communistes de tous les pays collaborent pour construire une *nouvelle* internationale ouvrière révolutionnaire, à influence de masse, capable de conduire le prolétariat mondial à la victoire finale.

C'est ce que fait le projet de plateforme de septembre 2015. À la suite de la critique Ríos/LCT/COICOR, le bureau a amendé le projet sur la crise économique de 2008-2009 et la reprise de 2009, sur la Palestine, sur la restauration du capitalisme (voir projet de plateforme, version IV).

S'il y a la clarté sur l'organisation à construire et sur la nécessité de l'armement du peuple et de la classe ouvrière, le bureau propose au COICOR et à tous les groupes en accord global avec le projet de plateforme internationale :

1. de tenir le plus tôt possible avec toutes les autres organisations en accord global avec le projet une conférence internationale représentative qui discutera, entre autres, de la situation économique et politique,
2. lors de cette conférence démocratique, d'examiner les amendements du bureau et des différents groupes, adopter la plateforme, examiner les autres résolutions soumises par les groupes participants et élire un centre international jusqu'à la conférence internationale suivante,
3. d'adopter dès maintenant des déclarations avec le bureau du CoReP sur les grands événements pour vérifier l'accord et adopter une déclaration internationale commune pour le 1^{er} mai 2017.

Avec notre salut internationaliste,

Bureau international du Collectif révolution permanente